

**ARRÊTÉ PORTANT MISE EN DEMEURE À L'ENCONTRE
DE LA SOCIÉTÉ GABRIEL ENVIRONNEMENT (SGE) À SARAN**

**La préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Sophie BROCAS, préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 11 décembre 2015 à la société GABRIEL ENVIRONNEMENT (SGE) pour poursuivre l'exploitation d'une de transit, regroupement ou tri de déchets à Saran concernant notamment les rubriques 2718-1 et 2791-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment les articles 7.3.3, 7.3.4 et 7.3.5.3 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2025 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORÉ, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 17 mars 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier du 3 avril 2025 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel du 16 avril 2025 ;

Considérant que lors de la visite du 5 février 2025, l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

- Le matériel électrique n'est pas maintenu en bon état ;
- L'étude technique foudre concernant les bureaux n'a pas été réalisée ;
- La hauteur d'entreposage des déchets (déchets verts et DIB) dépasse la hauteur maximale autorisée ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 7.3.3, 7.3.4 et 7.3.5.3 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 ;

Considérant que les observations formulées par l'exploitant par courriel du 16 avril 2025, ainsi que les documents produits à l'appui, ne permettent pas d'apporter d'éléments de nature à répondre à ces constats ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société GABRIEL ENVIRONNEMENT (SGE) de respecter les prescriptions les dispositions de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Loiret,

ARRÊTE

Article 1 - La société GABRIEL ENVIRONNEMENT (SGE), exploitant une installation de tri transit regroupement de déchets sise rue de la chenille à SARAN est mise en demeure de respecter :

- a) sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 en réduisant la hauteur des tas de déchets végétaux et de DIB au niveau des murs de l'alvéole dans laquelle ils sont entreposés ;
- b) sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 en réalisant les travaux nécessaires au maintien du bon état du matériel électrique ;
- c) sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 7.3.5.3 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 en remettant en conformité les installations de protection pour la foudre.

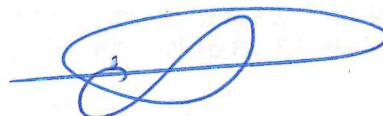
Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret pour une durée minimale de deux mois.

Article 4 – Le secrétaire général de la préfecture du Loiret et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À ORLÉANS, LE **11 SEP. 2025**

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général



Nicolas HONORÉ

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS CEDEX 1 dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ce recours.

